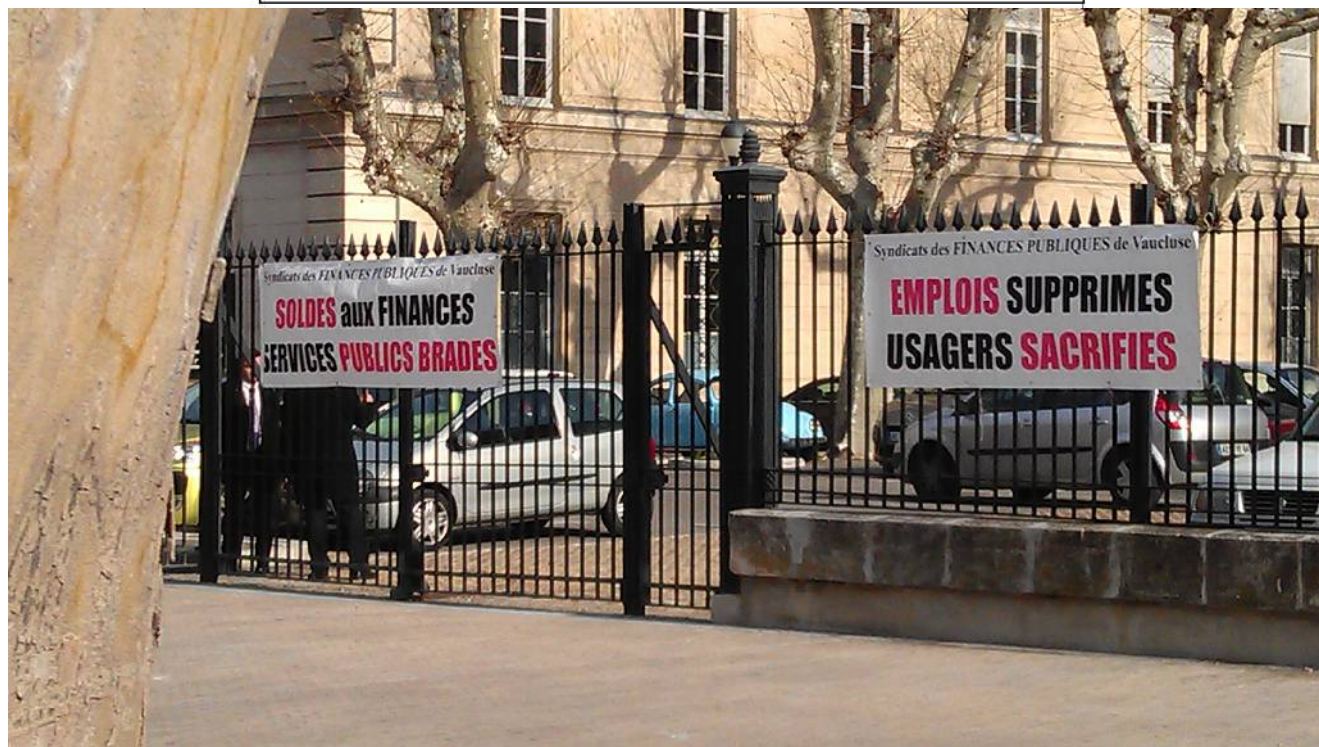




REGARDS



SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : INVERSONS LA TENDANCE

Alors que, de tous bords, des candidats à l'élection présidentielle promettent de tailler toujours plus dans les effectifs de notre ministère, nous, agents de la Direction Générale des finances publiques, connaissons mieux que personne les conséquences de ce qu'ils dissimulent derrière le terme mensonger de « modernisation ». Ce ne sont que services exsangues, dictature des indicateurs, dégradation des relations avec les usagers, perte du sens de nos missions, conditions de travail massacrées, mise en concurrence des agents,... Le deux février prochain, nous aurons l'occasion, lors d'une action spécifique à la DGFIP, d'exprimer fortement un certain nombre d'exigences. En face, ils doivent entendre que les personnels veulent des perspectives pour leurs missions comme pour leur vie professionnelle. Ils doivent ouvrir des négociations sur nos revendications en plaçant la question de l'emploi en première place.

SUR LA BASE DE L'APPEL UNITAIRE DES SYNDICATS DE LA DGFIP ET DE LEUR PLATE FORME REVENDICATIVE, LA CGT APPELLE TOUS LES AGENTS A S'ENGAGER MASSIVEMENT DANS LA GRÈVE LE 2 FEVRIER AFIN DE CRÉER LE RAPPORT DE FORCE NECESSAIRE A L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS SUR NOS REVENDICATIONS.

GREVE DU 2 FEVRIER, LE COMPTE A REBOURS A DEBUTE

La CGT considère depuis longtemps déjà que l'emploi est le sujet central dans notre administration, et qu'il impacte tous les autres. Elle considère également que la posture de notre direction locale qui prétend subir les suppressions de postes sans avoir aucune prise sur les décisions ministérielles est malhonnête et dangereuse. C'est pourquoi les représentants CGT au Comité Technique Paritaire (devenu local) bouleversent depuis plus d'un an l'ordre du jour de cette instance pour mettre son président (= notre directeur) devant ses responsabilités sur cette question.

Les 21 suppressions (27 cadres C) prévues cette année, la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse ne pourra PAS les absorber. Cette analyse est générale puisqu'au niveau national et tous syndicats confondus (à l'exception de la CFDT et de la CGC), une grève spécifique DGFIP a été décidée.



C'est aussi dans l'unité syndicale que la CGT participera à cette action que nous préparons depuis décembre. Nous avons dès la première quinzaine de janvier fait le tour de tous les postes et services du département pour recueillir le sentiment des collègues.

La première phase a eu lieu jeudi 19 janvier avec la tenue du Comité Technique Local consacré à l'emploi (voir le compte rendu sur notre site). Des banderoles à l'attention des usagers ont également été déployées cours Jean Jaures.

Suite au vote négatif unanime des organisations syndicales, ce CTL a été convoqué de nouveau le 23 janvier. Quatre vingt agents, principalement de la cité administrative d'Avignon mais aussi d'ailleurs, représentatifs de tous les services, ont été invités par les



organisations syndicales à cette réunion. Ils ont pu exprimer au "directeur par intérim" leur mal être et leurs craintes pour les missions qu'ils exercent dans une difficulté croissante. Ils ont pu également entendre les arguments (trop) longuement développés par les directeurs pour tenter de justifier l'injustifiable. Les désormais fameuses banderoles ont été, pour changer, installées Place des Corps Saints.

Cette mobilisation doit s'amplifier et connaîtra son pic le 2 février prochain. Nous vous appelons à participer nombreux, en grève, aux actions prévues ce jour-là. Nous irons, ensemble, interpellier le préfet, grand manitou de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) dans le département. Une communication en direction du public est également prévue.

Retrouvez les tracts, compte rendus et photos, ainsi que bien d'autres infos sur notre site :
cgt84-finance-publiques.fr

Laissez vos messages à :
cgt.ddfip84@dgfip.finance.gouv.fr



Les vérités qu'on aime le moins apprendre sont celles qu'on a le plus intérêt à savoir (proverbe chinois)

Les proverbes ont toujours un fond de vérité. Ainsi cet autre proverbe chinois « il est difficile d'attraper un chat noir dans une pièce sombre ...surtout quand il n'y est pas ». ce proverbe pourrait être un résumé remplaçant toute l'argumentation tarabiscotée que nos directeurs avancent pour les suppressions d'emplois.

En effet nos chères têtes pensantes vont nous expliquer, au travers de raisons scientifiquement prouvées (par qui au fait ?) qu'à coup de contribution proportionnelle, de gains de productivité (fléchés et diffus), de correctifs (métiers, environnementaux), d'ajustement de soutenabilité, etc..., nous pouvons continuer à supprimer des emplois et avoir des résultats (grâce à la productivité et à l'aide des services de direction, pourtant bien submergés eux aussi). C'est un peu le proverbe inversé « qui peut le moins peut le plus ». Peut être devraient ils à la place appliquer le dicton arabe « Si ce que tu as à dire est moins beau que le silence, alors tais toi ».

Le problème c'est que ces grands penseurs qui mettent en charpie nos services n'ont aucune idée réelle de ce que nous faisons. Ils imaginent la vie des services à partir de tableaux statistiques et d'échanges avec les chefs de services. Certes, ça leur donne des infos, mais on reste loin de la réalité. Bien loin des réalités données par les agents dans le questionnaire de 2010 (toujours d'actualité) et même des EDD (avec leurs limites). Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas voir dirait ma voisine...

Les services sont devenus un monopoly où la règle inversée est de détruire les emplois au lieu de construire le service public. Tiens je casse 3 emplois C dans les SIP et je crée un emploi A+ dans tel service. Certes les règles sont dictées par d'autres car les cartes « chance » et « caisse de communauté » ont disparu du jeu, laissant les agents passer systématiquement par la case « prison » sans toucher 20 000 (sauf quelques cadres quand même).

Pour paraphraser Epicure nous pourrions dire « si Zeus voulait écouter les vœux des directeurs, tous périraient, car ils demandent beaucoup de choses qui sont nuisibles à leurs agents ».

Depuis des années la CGT combat ces suppressions d'emplois à la fois parce qu'elles sont injustes économiquement et injustes socialement. Il n'y a pas trop de cadre C à la DGFIP. Ni trop de cadre B ou de A. La fraude fiscale prospère toujours, et aucun service n'est aujourd'hui en mesure de traiter correctement l'ensemble de ses missions. La DGFIP manque de moyens et d'emplois. C'est la vérité. Et comme dirait Pierre Bayle « Il n'y a point de prescription contre la vérité : les erreurs pour être vieilles n'en sont pas meilleures ».

Nos principaux directeurs vont sûrement partir en 2012 pour des promotions bien méritées. Nous n'oserons pas le proverbe « tant vont les cruches à l'eau qu'à la fin elles se **casent**... »

D'autres les remplaceront, physiquement différents mais copie conforme au niveau de la réflexion, aussi remplis de certitudes que leurs prédécesseurs. Alphonse Esquiros ne disait il pas « Si un homme a une grande idée de lui même, on peut être sûr que c'est la seule grande idée qu'il ait jamais eue » ...

Hélas pour nous ...

REVES,...BREVES,...BREVES,...BREV

Encore un bel exercice de **novlangue technocratique** de la part de notre direction dans le document préparatoire au Comité Technique Local: Les suppressions d'emplois s'inscrivent dans le cadre d'un « effort national », à laquelle notre département participe dans une logique de « solidarité et d'équité » logique qui gouverne également la « déclinaison infradépartementale » de ces suppressions, qui sont en fait des « prélèvements » d'emplois. Ailleurs, ils nous parlent de « rendre » des emplois, on les avait volés ? Bref, effort, solidarité, équité, vocables répétés en boucle jusqu'à la nausée, de jolis mots pour un bien sale boulot !

Pour ceux qui en doutaient encore, ce document contient un **aveu sans équivoque**, on cite : » La DDFIP de Vaucluse s'inscrit pleinement dans les orientations nationales présidant au mouvement des emplois 2012. » C'est clair, net, sans pitié, et ça permet de justifier de grosses primes en fin d'année !

Il y a un mois, les agents du **Centre Des Impôts Fonciers d'Orange** pétitionnaient pour exprimer leur ras-le-bol et exiger que soit pourvu un poste laissé vacant au 1er septembre. La direction a réglé le problème : le poste en question est supprimé ! La même mésaventure était arrivée aux collègues de la trésorerie de Carpentras l'année dernière. Que faut-il en déduire ?

Les services **du cadastre** payent d'ailleurs le plus lourd tribut à la politique de réduction de l'emploi public : Une suppression dans chacun des 2 CDIF du département cette année, 3 postes C en moins en 3 ans pour celui d'Avignon ! On voudrait couler cette mission que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

Après la perte d'un agent, déjà parti en retraite, le **service de la redevance** se trouve réduit à deux personnes (2,8 en fait, 2 B et un A). Ces collègues ont la lourde tâche de contrôler l'établissement de cette taxe non seulement sur le Vaucluse mais également sur le département des Alpes de Hautes Provence. Mission impossible ?

Au **Service des Impôts des Particuliers d'Avignon Ouest**, le cadre C devient un oiseau rare avec trois disparitions en trois ans. L'année dernière, il fut remplacé par un contrôleur, et le sera cette année par un inspecteur. Ce service disposera donc d'une armada de trois « encadrants » pour un total de 16 agents. Mexico, Mexiiiiiiiiiiiiiiiiiiiiico.....

ES,...BREVES,...BREVES,...BREVES,...BR

On pensait le **SIP-SIE d'Apt** à l'abri des ponctions à cause de son effectif peu nombreux et de la difficulté à pourvoir les postes. La direction a trouvé une solution radicale : personne ne veut aller à Apt, supprimons les postes, nous n'aurons plus à les pourvoir ! Il fallait y penser...

Mais qu'ont bien pu faire les agents du **SIE d'Avignon Ouest** pour mériter un tel acharnement ? Après le rocambolesque épisode du déménagement à coté du « couloir de la mort », ce service perd un troisième cadre C en 3 ans ! Leur collègues de Cavaillon ne sont pas mieux lotis puisqu'ils sont mangé à la même sauce. C'est vrai que dans les SIE, qui sont sans doute les services à avoir absorbé le plus de réformes de structure, il y a tellement peu à faire que les agents s'ennuient !

Cinq emplois de cadres C sont supprimés à la direction, au sein de la mission gestion publique (**ex trésorerie générale**). C'est sans doute pour ça que notre cher directeur, lors d'un comité Technique Local nous avait longuement expliqué que la masse de travail des postes déconcentrés diminuait grâce au transfert de charges vers les services de la direction...

Pour la première fois cette année, on ne va pas supprimer que des **chaises vides** dans les services. Un contrôleur et plusieurs agents C vont devoir déposer des demandes de mutations. La direction table sur des promotions par liste d'aptitude, réussites aux concours ou départ en retraite non déposés pour éviter les départs forcés. Une preuve de plus, s'il en fallait, que nous franchissons cette année un palier supplémentaire dans la destruction de nos emplois.

Si la **trésorerie de Pertuis** n'a pas perdu d'emploi en 2012, c'est simplement à cause de la parution tardive de l'arrêté officialisant le transfert de l'hôpital à la trésorerie d'Aix. Il faudrait dire merci, peut être ?

